

Paris, le 4 mars 2016

Communiqué de presse

Les personnes retraitées mobilisées aux côtés de leurs petits enfants contre le projet de « Loi Travail »

A l'appel de neuf organisations de retraité-e-s (CGT, FO, UNIRS Solidaires, CFTC, CFE-CGC, FSU, FGR-FP, LSR, UNRPA), les personnes retraitées manifesteront dans tous les départements le **jeudi 10 mars pour revendiquer une amélioration de leur pouvoir d'achat**. Cette mobilisation unitaire a commencé au printemps 2014. Pour autant, le gouvernement et le Parlement poursuivent leur politique d'austérité à l'égard du plus grand nombre et de grande générosité à l'égard des multinationales et de leurs actionnaires, lesquels continuent d'échapper en grande partie à l'impôt tout en recevant de plus en plus d'aides publiques, payées par les autres donc, et sans contreparties, particulièrement en matière d'emploi. Les recettes publiques ainsi manquantes ou injustement distribuées pèsent forcément sur les autres parties de la collectivité nationale. Les personnes retraitées figurent parmi les victimes de ces choix idéologiques et politiques.

Elles ne sont pas les seules. Aujourd'hui, sous couvert d'une loi « Travail », le gouvernement veut nous resservir de vieux thèmes du siècle passé selon lesquels il faudrait « libérer le marché du travail » pour « libérer l'emploi ». Déjà, un ancien patron du CNPF (qui a cru se moderniser en prenant le nom de MEDEF) promettait de créer 500 000 emplois si on lui supprimait l'autorisation administrative de licenciement. Le gouvernement Chirac de 1986 donna satisfaction à la demande du patronat... et le chômage continua d'augmenter. Aujourd'hui, ce sont des pouvoirs supplémentaires que souhaitent capitaliser les propriétaires des entreprises, en réduisant encore les droits des salariés dans les entreprises, en les fragilisant et les précarisant. Le gouvernement Hollande – Valls a, depuis le début, marqué, par ses choix, ses options idéologiques et politiques. Les jeunes ne semblent pas dupes de l'opération. Ce n'est pas parce qu'une loi s'appellerait « Loi Travail » qu'elle serait destinée à faciliter les créations d'emploi. C'est par la précarité étendue qu'une minorité de la population peut progressivement s'accaparer l'essentiel des richesses produites, en France, en Europe, dans le monde.

A l'appel d'un certain nombre d'organisations de jeunes, ceux-ci (ce sont souvent nos petits enfants) manifesteront dans la rue le mercredi 9 mars dans un certain nombre de villes. L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité-e-s Solidaires (UNIRS) appelle ses adhérentes et adhérents à se joindre à ces manifestations. Nous ne pouvons continuer de voir remis en cause des droits acquis pendant des décennies de rapports sociaux conflictuels. La liberté, l'égalité et la fraternité ne peuvent disparaître par une emprise grandissante et infinie du droit de propriété.